

## TVA sociale : "pour l'Europe, ce serait le chacun pour soi" avec Eric Heyer

Libération 10 avril 2007

Eric Heyer, économiste à l'OFCE, détaille les enjeux de cette mesure phare de Sarkozy.

C'est une des mesures phares du prétendant à l'Elysée. Dans son dernier livre, Ensemble, paru le 2 avril, le président de l'UMP Nicolas Sarkozy explique qu'il est "convaincu qu'il faut expérimenter le transfert d'une partie des cotisations sociales sur la TVA". Connue sous le nom de TVA sociale, l'idée pourrait être expérimentée par le candidat à la présidentielle dès le projet de loi de finances 2008 (lire ci-dessous), dans le meilleur des cas. Selon Eric Heyer, économiste de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), l'adoption d'une TVA sociale risque d'aboutir sur des résultats en trompe-l'oeil. Entretien.

Quel est le principe de la TVA sociale ?

Elle vise à remplacer tout ou partie des cotisations sociales des employeurs par une hausse de la TVA dont le taux normal est actuellement de 19,6 % pour la majorité des ventes de biens et services. Pour les finances publiques ? Cela ne change rien, c'est juste une nouvelle façon de financer la protection sociale. Du côté des entreprises, cela se traduit par une baisse du coût du travail, qui à son tour produit une baisse des coûts de production et in fine des gains de compétitivité-prix des produits hexagonaux vendus à l'étranger.

On pourrait donc créer plus d'emplois...

Oui, si l'on s'en tient à suivre les enchaînements théoriques que nous venons de décrire. Mais, au bout d'un certain temps, si le taux de chômage baisse fortement, alors le rapport de force entre les salariés et les employeurs s'inverse, comparé à aujourd'hui, à la faveur des salariés. La pression pour une augmentation des salaires devient alors plus forte et peut donc se concrétiser par des hausses des feuilles de paye, annulant les premiers effets d'une baisse du coût du travail.

Est-ce une première limite au concept de TVA sociale ?

Il faut l'envisager. Le discours ambiant est très réducteur sur les effets possibles de l'instauration en France d'une TVA sociale. Ses partisans expliquent par exemple qu'une baisse du coût du travail se traduit forcément par une augmentation des ventes, donc une hausse de l'emploi. Mais on oublie d'ajouter que, pour que cet effet sur l'emploi soit important, il faut une baisse importante du coût du travail par rapport à celui du capital. Si tel est le cas, alors on a bien un effet de substitution : au moment d'investir, l'entrepreneur aura tendance à remplacer du capital machine par du capital humain.

Est-ce la réalité ?

Justement non. En France, la TVA est déductible des investissements. Cette mesure de TVA sociale n'affectera pas le coût du capital. Il ne faut donc pas s'attendre à un important effet de substitution en faveur de l'emploi...

Oui, mais on ne peut pas nier qu'une baisse du coût du travail rendrait plus compétitifs nos produits à l'étranger...

A priori, oui. D'ailleurs c'est ce que fait l'Allemagne depuis le 1er janvier. Le gouvernement allemand a décidé d'instaurer une TVA sociale en passant son taux de 16 % à 19 %, et en réduisant d'autant les cotisations sociales des employeurs. Ce choix s'est traduit par une hausse des prix conjuguée à une stabilité des salaires nets. Les consommateurs allemands ont subi une perte de pouvoir d'achat. Ce serait les mêmes perdants en France. Et en premier lieu, les consommateurs qui ont des salaires modestes et qui consacrent la quasi-totalité de leur revenu à des achats quotidiens dont le taux de TVA est de 19,6 %.

Justement, quel est le bilan de la TVA sociale en Allemagne ?

Nous manquons de recul pour faire un bilan global. Mais tout n'est pas rose. En fait, lorsque la consommation des Allemands diminue à cause d'une hausse des prix via une hausse de la TVA, c'est le premier partenaire commercial de l'Allemagne, en l'occurrence la France, qui trinque. D'ailleurs, depuis, nos exportations outre-Rhin sont un peu rognées. C'est relativement simple : l'Allemagne, en transférant une partie des cotisations sociales des employeurs vers une hausse du taux de TVA, a gagné des parts de marché au détriment des pays géographiquement proches - la France, l'Espagne ou encore l'Italie. Autant de pays qui ont des coûts structurellement semblables. Si tout le monde en Europe se met à faire la même chose, les effets positifs s'annuleraient simultanément.

Cette politique fiscale en Allemagne peut-elle être interprétée comme une dévaluation compétitive ?

Oui, ni plus ni moins. Et les Allemands l'ont fait sans que personne ne bronche dans la zone euro. Alors, on peut se poser la question : à quoi bon faire une monnaie unique quand un pays adopte une mesure qui revient à faire de la dévaluation compétitive ? Cette mesure de TVA sociale, si elle était adoptée, le serait pour payer notre protection sociale en partie par les étrangers. Mais, on voit bien, exemple allemand à l'appui, que les plus pénalisés seraient les partenaires européens avec lesquels nous avons de forts liens commerciaux. C'est absurde.

Vous assimilerez de telles politiques économiques à de la non-coopération européenne ?

Oui. Et d'ailleurs on voit bien que le même sujet de TVA sociale se pose en Italie ou en Espagne. Ce serait le règne du chacun pour soi, et la certitude qu'on parlera de moins en moins d'une vraie politique économique à l'échelle européenne, absence dont nous souffrons beaucoup.

Faire payer une partie de notre protection sociale par une hausse de la TVA, notamment de produits importés de Chine, vous paraît une gageure ?

La Chine ou encore l'Inde sont des pays trop loin et trop différents de nous, sur le plan social et industriel, pour croire qu'une hausse de la TVA aura un effet positif pour nous. Soyons clairs, nous augmenterions notre TVA sur les produits chinois de 2 ou 3 %. Est-on sûr que les Chinois nous vendraient moins de produits ? Est-on certain qu'ils ne baisseront pas leurs prix d'autant ? Rien n'est moins sûr.

La TVA sociale est donc une mauvaise idée ?

Les Danois l'ont fait. Et ça marche. Mais le Danemark n'est pas la France. C'est un pays nettement ouvert vers l'extérieur. Autrement dit, un pays dans lequel la part des exportations dans la création de la richesse nationale est très forte.